

**N° 8303<sup>5</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

---

## **PROJET DE LOI**

**portant modification de la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel**

\* \* \*

### **AVIS DE L'UNION LUXEMBOURGEOISE DE LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE**

(9.9.2024)

Monsieur le Ministre

Cher Eric Thill,

Nous nous permettons par la présente apporter, comme demandé, nos commentaires quant au projet de loi 8303.

Tout d'abord, nous voudrions utiliser l'occasion à nous donnée pour vous remercier pour votre engagement énergique et constructif en faveur de notre secteur et ce en soulignant la qualité de votre écoute.

Quatre commentaires de notre côté et trois questions :

- D'une manière générale, nous tenons à souligner l'importance que le Directeur du Film Fund et le personnel-clé du FFL soient des personnes disposant d'une connaissance aigüe du marché national et international, mais aussi de l'historique du site audiovisuel luxembourgeois et des pratiques du marché international.
- Dans ce contexte, comme nous l'avions déjà exprimé auparavant, nous pensons important que le Directeur, qui a un rôle prédominant au Film Fund soit au centre des événements.
- Par conséquent, il nous semblerait adéquat que le Directeur soit l'un des deux représentants du FFL au Comité de Sélection.
- Au niveau de la représentation du Film Fund, il nous semble pertinent que le Directeur reçoive délégation du Président pour un certain nombre de tâches-clé de représentation permettant ainsi de prendre en compte le fonctionnement du terrain et la nécessaire fluidité administrative.

Les trois questions :

- La loi précise que « le Directeur et le personnel du Fonds seront engagés sous le régime du droit privé... ». Nous supposons que cet article ne remet pas en question le statut du Directeur actuel, lequel est fonctionnaire ?
- Nous nous interrogeons quant à la notion de performance (article 16bis), ne serait-elle pas trop coercitive quant au cinéma d'auteur dont l'objectif n'est pas la performance mais la qualité ?
- Les aides de minimis avec un maximum de 300k par trois ans concerneraient quelles types de dépenses ? Pourraient-elles soutenir les studios de Filmland et leur nécessaire rénovation/développement ?

Ou bien sont elles prévues pour un autre type d'allocation ?

Nous vous adressons nos salutations respectueuses,

*Pour l'Ulpa,*

*Le Secrétaire Général,*  
Nicolas STEIL

*Le Président,*  
Donato ROTUNNO